

l'école émancipée

Contribution de l'École Émancipée aux débats du conseil national de janvier 2023

2023 : une seule résolution, la mobilisation !

Construire le rapport de forces

Macron fait le choix de l'affrontement.

En affirmant qu'il a été élu pour faire la réforme des retraites et en faisant assumer par son gouvernement un mode autoritaire à la Thatcher pour passer en force sur le terrain toujours hautement conflictuel des retraites, **il endosse la responsabilité des mobilisations durables qui s'annoncent.**

En s'aliénant même le soutien des syndicats les plus réformistes et en s'alliant avec la droite de Ciotti, il inscrit durablement les règles du néolibéralisme dans l'organisation du paysage social, politique et économique du pays. Bien loin de la réforme prétendument comptable présentée, il est maintenant clair qu'il s'agit bien d'une réforme idéologique qui, en complétant celle de l'assurance chômage, a pour but de mettre ou maintenir les individus au travail quels que soient leur âge, leur état de santé ou les conditions de travail et de rémunération imposées.

Pressuriser davantage les salarié-es pour une ubérisation de plus en plus massive est bien l'objectif de ce gouvernement. Par la même occasion, la porte s'ouvre encore plus largement au marché assurantiel vieillesse qui viendra compléter celui de la santé. L'âge annoncé du départ à la retraite se rapprochant dangereusement de celui de l'espérance de vie en bonne santé, voire le dépassant pour les catégories populaires, illustre cette volonté. Le dogme de l'augmentation de la richesse produite au profit des actionnaires et des plus riches qui ne contribueront en rien à l'« effort demandé », est l'horizon indépassable de ce gouvernement. Pas étonnant que la droite et le MEDEF félicitent son « pragmatisme ».

Toutes ces attaques participent bien d'un projet politique construit et organisé. Le gouvernement en faisant ces choix,

obère la possibilité de toute autre piste de financement.

Cet affrontement assumé, comme la préparation des réponses policières le confirme, est le signe de la détermination du gouvernement à imposer sa réforme. L'engagement des citoyen·nes dans la riposte doit être à la hauteur de cette détermination. **Il est de la responsabilité du syndicalisme de construire sur la durée un rapport de force favorable au monde du travail et aux droits sociaux. Il lui faudra se donner les moyens d'une stratégie qui le permette dans le cadre d'une intersyndicale large et solide.**

Contre le projet éducatif libéral

La casse du système éducatif qui s'accélère, s'inscrit dans cette logique : pour les élèves des milieux populaires, exit la formation de futur·es citoyen·nes éclairé·es. Le néolibéralisme a besoin de travailleur·ses dociles, interchangeable et répondant aux besoins de la production. **Toutes les réformes mise en œuvre, dans la lignée de celles de Blanquer, concourent à cette vision de la société et du monde du travail :** recentrage sur les « fondamentaux », refonte de la voie professionnelle, sélection dans la poursuite d'études supérieures par parcoursup... auront pour conséquences l'assignation à résidence sociale des élèves issu·es des milieux populaires. Quant à celles et ceux issu·es des classes dominantes, pour lesquelles le système scolaire investit bien plus, iels ont accès à l'ensemble des savoirs leur permettant d'agir sur le monde et d'imposer leur vision de l'avenir.

Les enseignant·es, en devant se plier à des injonctions ministérielles auxquelles iels ne peuvent adhérer et en constatant les effets délétères de telles mesures sur les élèves, perdent le sens de leur métier et la motivation à continuer de l'exercer. Si la crise d'attractivité se fonde d'abord sur la dévalorisation salariale, les conditions de formation, d'exercice de l'enseignement et la souffrance des personnels participent de cette désaffection.

Compte tenu de la spécificité du métier combinée à une dégradation des conditions de travail, c'est une insulte pour les enseignant-es de leur imposer de travailler jusqu'à 64 ans.

Le déni du travail réel va jusqu'à conditionner une augmentation de revenu à des missions supplémentaires. La reprise des négociations sur les salaires doit nous permettre de réaffirmer la nécessité d'une augmentation pour tou-tes, AESH compris. La FSU-SNUipp doit mettre en avant ses mandats de retraite à 60 ans et d'aménagement des fins de carrière. L'« Ecole du futur », en institutionnalisant la concurrence entre écoles, entre personnels et entre familles est un pas supplémentaire dans le processus de libéralisation de l'école que nous dénonçons et auquel nous devons continuer de nous opposer fortement. **La mise en oeuvre d'une campagne éducation, sous forme de réunions syndicales ou de stages peut permettre d'organiser la résistance sur ces sujets.**

S'engager pour les femmes

Le gouvernement n'a de cesse d'employer les termes (in) « juste » (des) « équilibre » (sans) « progrès » alors que la réforme des retraites est juste indécente en particulier pour les femmes. Les réformes passées ont eu pour conséquence une baisse continue du niveau des pensions relativement aux salaires. Ces derniers, comme le montant des pensions des femmes, restent largement inférieurs à celui des hommes. Alors que le taux de pauvreté des femmes retraitées est déjà supérieur à celui des hommes, le recul de l'âge de départ, l'allongement de la durée de cotisation vont dégrader encore l'existant.

Ces mesures qui pénalisent les carrières courtes, majoritairement féminines liées à une décote injuste et pénalisante les placeront dans une plus grande précarité. Pire, ni la pénibilité, ni l'amélioration de l'accès à l'emploi pour les femmes, ni la question salariale ne sont évoquées dans le projet. La banalisation de ces inégalités participent aussi à légitimer les violences quotidiennes à l'égard des femmes qui trouvent leur paroxysme dans la répression féroce en Iran. **De vraies raisons pour d'intégrer la grève féministe du 8 mars prochain dans un plan de mobilisation contre la réforme des retraites et de nous engager activement dans sa construction.**

Combattre l'extrême-droite

La tripolarisation actuelle de la vie politique française donne une responsabilité forte au mouvement social dans la lutte qui se mène. Masquant son orientation libérale et réactionnaire derrière un discours populiste, l'extrême-droite est toujours en embuscade quand la gauche mène le combat. En cas de défaite, le risque est réel qu'elle sorte renforcée dans sa conquête du pouvoir. L'exemple italien prouve, qu'une fois qu'elle y est parvenue, la droite extrême révèle son vrai visage raciste, xénophobe, patriarcal, anti progressiste et hostile au mouvement ouvrier. Les exemples américains et brésiliens révèlent aussi comment les démocraties peuvent vaciller sous ses assauts.

Au-delà des luttes spécifiques contre l'extrême-droite qu'il reste nécessaire de mener, c'est la victoire du mouvement social, dont le mouvement syndical est une composante majeure, qui permettra d'imposer un projet de société juste, écologique et émancipateur et de se présenter comme une alternative crédible au Rassemblement National, à Reconquête et autres mouvements fascistes.

Convaincre d'une victoire possible

L'ensemble des organisations syndicales et la très grande majorité de la population rejettent le report de l'âge de départ et l'allongement de la durée de cotisation parce que c'est un projet régressif pour l'ensemble des travailleur-euses. La répartition des richesses entre la part revenant au capital et celle revenant au travail est remise in fine sur le devant de la scène. Ce contexte politique fragilise le gouvernement.

Il nous appartient de travailler la conviction d'une possible victoire et de crédibiliser un projet alternatif. Cela nécessite un engagement fort des personnels et ce, dans la durée. Plus que jamais il nous faut faire campagne pour expliciter les enjeux de la réforme, proposer et construire de possibles alternatives... mais surtout définir un plan d'action qui articule temps forts de mobilisation et autres initiatives. Le répertoire d'actions s'est élargi ces dernières années dans les précédentes mobilisations sociales, climatiques ou féministes. Lors des temps « intermédiaires », les initiatives unitaires – qu'elles soient syndicales ou élargies au mouvement social et aux partis politiques opposés à la réforme – sont de nature à renforcer la perception par les salarié-es d'un front commun, nécessaire pour envisager la victoire.

À nous, forces syndicales, de construire le rapport de force à même de faire reculer le gouvernement et ce par tous les moyens y compris la grève reconductible. Tout en gardant chacun leur spécificité, syndicats et partis politiques auront à travailler ensemble pour faire reculer le gouvernement. **A l'issue d'un combat que nous voulons victorieux, l'alternative politique à gauche aura toute sa place pour rompre avec des décennies de libéralisme, pour appliquer un projet politique liant le social à l'écologie, les droits des minorités aux progrès sociaux.**

Se projeter vers l'avenir

Le résultat des élections professionnelles conforte l'analyse que nous faisons de la période, l'urgence à transformer notre outil syndical et engager l'unification. La FSU-SNUipp doit faire des rencontres avec les collègues l'axe central de son activité. La disparition du paritarisme implique d'organiser et de territorialiser la dispute, et à élargir notre expertise à d'autres sujets pour entretenir la conflictualité et donner du sens à l'action syndicale. Porter cette ambition nous oblige aussi à co-construire ce projet avec l'ensemble des forces de transformation sociale.

C'est l'orientation que porte l'École Émancipée et qu'elle défendra pour renforcer la FSU-SNUipp !

L'École Émancipée,

c'est aussi une revue et un site internet : www.ecoleemancipee.org